

Message d'Ernest Bevin à Robert Schuman (25 mai 1950)

Légende: Le 25 mai 1950, dans le cadre de la mise en oeuvre du plan Schuman, le ministre britannique des Affaires étrangères Ernest Bevin rejette l'idée d'une conférence internationale et suggère à son homologue français Robert Schuman, l'ouverture de négociations directes entre la France et l'Allemagne, auxquelles le Royaume-Uni pourrait éventuellement participer.

Source: Anglo-French Discussions regarding French proposals for the Western European Coal, Iron and Steel Industries May-June 1950. N°9, Miscellaneous, Cmd 7970. London: His Majesty's Stationery Office, 1950. 15 p. p. 6-7.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/message_d_ernest_bevin_a_robert_schuman_25_mai_1950-fr-6443b07c-6e6e-4b48-b6d6-e49e8f61f9a6.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Message d'Ernest Bevin à Robert Schuman (le 25 mai 1950)

1. J'ai pu désormais réfléchir à la mise en place de nouvelles négociations concernant votre proposition relative à une haute autorité franco-allemande du charbon et de l'acier, à laquelle pourraient participer d'autres pays européens.

2. Je pense qu'il est important d'entreprendre quelque chose rapidement. Votre proposition a reçu un tel accueil et a produit un tel effet sur les relations franco-allemandes qu'il me paraît judicieux de lui donner suite sans tarder. L'organisation d'une conférence internationale de grande envergure, à laquelle aucun des pays participants ne pourrait venir faute de s'être sérieusement préparé et faute de se sentir suffisamment impliqué, ne me semble pas le meilleur moyen de porter cette affaire à l'étape suivante. À mon avis, le plus souhaitable serait de lancer au plus vite un dialogue direct entre la France et l'Allemagne. Le gouvernement de Sa Majesté se déclare désireux d'y participer dès le départ, dans l'espoir de pouvoir adhérer au programme, après s'être fait une idée plus claire du fonctionnement détaillé des propositions.